

505LH536/4

3133

(1939-40)

Prise en charge par les P.T.T. des frais de déplacement  
des lignes établies dans les emprises du chemin de fer  
(application de l'article 28 du Cahier des Charges).

Dépêche du M. des T.P. à la S.N.C.F.  
Lettre de la S.N.C.F. au M. des T.P.

- - - -  
- - - -  
- - - -  
- - - -  
- - - -

20.12.38 *manque*  
11. 1.39  
23. 1.39  
1. 2.39  
6. 3.39  
110. 5.39  
30. 8.40

Prise en charge par les P.T.T. des frais de déplacement des lignes  
établies dans les emprises du chemin de fer (application de  
l'article 28 du Cahier des Charges).

V. D. 9133 : Conditions d'établissement  
- et d'entretien des lignes télégra-  
phiques le long des voies ferrées.



## SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Service Central  
des  
Installations Fixes

Application du Cahier des  
Charges annexé au décret du  
31 décembre 1937 concernant  
les relations de la SNCF  
avec les PTT.

30 août 1940.

Vz 15 150-1

Monsieur le Ministre,

*Application Cahier des charges*

En vue de préciser les modalités d'application du nouveau Cahier des Charges de la S.N.C.F., j'ai eu l'honneur d'adresser le 31 août 1938 à M. le Ministre des P.T.T. un projet de Convention pour l'établissement, le long des voies ferrées, des lignes télégraphiques nécessaires à l'exploitation du chemin de fer.

A la même date, j'ai également soumis à M. le Ministre des Travaux Publics, un projet de texte relatif aux conditions de sécurité auxquelles doivent répondre les lignes télégraphiques établies par l'Administration des P.T.T. dans les emprises du chemin de fer.

Ce projet de Convention nous a été retourné par M. le Ministre des P.T.T. le 20 avril 1939 avec un certain nombre de contre-propositions.

Par lettre du 6 mai 1939, M. le Ministre des Travaux Publics nous a fait parvenir un nouveau texte établi par l'Administration des P.T.T. au sujet des conditions de sécurité des lignes, en nous demandant de nous rapprocher de cette Administration en vue de rechercher un accord.

A la suite des divers entretiens qui ont alors eu lieu entre M. Godin, Commissaire en Chef du Contrôle au Ministère des Travaux Publics, et des fonctionnaires de l'Administration des P.T.T. et de la S.N.C.F., cette dernière a procédé à un nouvel examen des projets de textes antérieurs et elle a fait connaître, par lettre du 25 juillet 1939~~xxx~~ à M. le Ministre des Travaux Publics, son avis sur certaines dispositions du texte proposé par l'Administration des P.T.T.

Enfin, une note exposant le point de vue de la S.N.C.F. sur les différents articles où l'accord n'avait pas été réalisé avec l'Administration des P.T.T., a été remise à M. Godin au début de l'année 1940 en vue de l'établissement du texte définitif. Jusqu'ici, je n'ai pas eu connaissance qu'une décision ait été prise à ce sujet.

.....

Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat aux Communications  
Secrétariat des Postes, Télégraphes, Téléphones.

Or, depuis la création de la S.N.C.F., plusieurs différends ont surgi entre l'Administration des P.T.T. et la S.N.C.F. au sujet de l'interprétation à donner à l'article 28 du nouveau Cahier des Charges et concernant le règlement des frais ~~de~~ de déplacement des lignes télégraphiques ou téléphoniques, le long des voies ferrées, pour les besoins du Chemin de fer.

Il y aurait intérêt à ce qu'une solution intervînt rapidement pour le règlement de ces litiges, que j'ai d'ailleurs signalés à M. le Ministre des Travaux Publics par lettres des 11 et 23 janvier 1939, 1er février, 6 mars et 10 mai 1940.

A ce sujet, je crois devoir appeler votre attention sur l'interprétation donnée en Conseil d'Etat, le 17 juin 1938, à une clause du Cahier des Charges des Chemins de fer de la Camargue, relative à l'établissement par l'Administration des P.T.T., de lignes télégraphiques ou téléphoniques en bordure des voies. (Extrait du Dalloz 1940 - 3ème partie - page 5).

Le Conseil d'Etat a, dans sa décision, fait connaître que cette clause n'avait d'autre but que de permettre l'installation, par l'Administration des P.T.T., de ces lignes sur une partie du domaine public concédé, sans nuire au service du chemin de fer, mais qu'elle n'imposait pas au concessionnaire l'obligation de supporter les frais de leur déplacement, lorsque leur maintien sur ce domaine est devenu impossible.

Peu importe qu'une clause du Cahier des Charges, prévoyant par ailleurs le cas où des déplacements de fils et de poteaux de l'Administration des P.T.T. seraient rendus nécessaires par des travaux exécutés par le chemin de fer, dispose que ces déplacements auront lieu aux frais du concessionnaire.

Je vous serais reconnaissant, M. le Ministre, de ce que vous voudrez bien faire pour hâter l'établissement définitif des textes dont il s'agit, compte tenu de l'interprétation à donner à l'article 28 du nouveau Cahier des Charges de la S.N.C.F.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement .

P. le Président du Conseil d'Administration

Le Vice-Président

signé: GRIMPRET.



9133

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

---

Vst 15150 - 6

D - 91320 - 3

COPIE

10 mai 1939

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 11 janvier 1939, je vous ai exposé que nous nous trouvions en désaccord avec l'Administration des P.T.T. au sujet de l'application de l'art. 28 du Cahier des Charges de la S.N.C.F. qui stipule que cette Administration doit effectuer à ses frais, sur la demande de la S.N.C.F., le déplacement des fils, appareils ou poteaux dont la présence s'oppose à l'exécution de travaux sur le chemin de fer, et je vous ai demandé de bien vouloir statuer sur ce désaccord, ainsi que le prévoit ce même article 28.

Par la suite, je vous ai soumis de nouveaux cas de désaccord: ce fut l'objet de mes lettres des 23 janvier, 1er février et 6 mars.

Des difficultés nouvelles se présentent encore pour des cas analogues à ceux indiqués dans mes lettres précitées et elles ne pourront être résolues que par votre décision.

C'est pourquoi je me permets, Monsieur le Ministre, de vous rappeler l'intérêt que présente la solution de ces différends.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Signé ; GUINAND.

Monsieur le Ministre des TRAVAUX PUBLICS  
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports,  
(5ème Bureau).-

Service Central  
des  
Installations Fixes

-----  
D 379/14  
-----

Déplacements des lignes P.T.T.

-----  
Application de l'art. 28 du  
Cahier des Charges de la  
S.N.C.F.  
-----

COPIE

Paris, le 6 mars 1939

Monsieur le Ministre,

Par lettres des 11 et 23 janvier et 1<sup>er</sup> février 1939, je vous ai exposé différents cas dans lesquels nous nous trouvons en désaccord avec l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones au sujet de l'application de l'art. 28 (7<sup>e</sup> alinéa) de notre Cahier des Charges, qui stipule que cette Administration doit effectuer à ses frais, le déplacement des fils, appareils ou poteaux, dont la présence s'oppose à l'exécution de travaux sur le chemin de fer.

Une nouvelle divergence de vues vient d'apparaître à l'occasion du règlement des frais de modification de l'artère télégraphique des Postes, Télégraphes et Téléphones, longeant les voies de la ligne de Lille à Calais, nécessitée par la suppression du passage à niveau 17 de la route nationale n° 42, aux abords de la gare d'Armentières.

Ce travail a été exécuté en deux étapes :

- 1° - modification provisoire de la ligne P.T.T. pour permettre l'exécution des travaux (avril à juin 1937);
- 2° - réinstallation définitive de cette ligne (août à novembre 1938).

L'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones, nous réclame le remboursement des frais engagés pour les deux opérations, contestant que nous puissions faire une discrimination entre les travaux effectués après le 1<sup>er</sup> janvier 1938 et ceux achevés avant cette date. Elle fait remarquer qu'il s'agit d'un même projet dont le chemin de fer avait admis de supporter intégralement les charges. Elle ajoute qu'il n'a pas dépendu d'elle que la 2<sup>e</sup> phase ne fût achevée en 1937 : elle a dû suivre rigoureusement le programme que nous lui avions fixé.

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics -  
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports ,  
5ème Bureau.



Nous estimons au contraire ne pouvoir supporter que les dépenses des travaux exécutés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1938, date d'application de l'art. 28 du nouveau Cahier des Charges de la S.N.C.F., lequel à notre avis rend caduques toutes dispositions contraires prévues en vertu de l'art. 58 de l'ancien Cahier des Charges qui mettait obligatoirement les frais de déplacement des lignes P.T.T. à la charge du chemin de fer.

Le fait que l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones, n'a pu achever tous les travaux en 1937 à cause du programme de nos propres travaux, ne saurait modifier notre façon de voir.

Je sou mets ce nouveau différend à votre appréciation, comme je l'ai fait pour les précédents, en vous priant de vouloir bien me faire connaître votre décision.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président  
du Conseil d'Administration,

signé : GUINAND

-----

Copie à Monsieur le Chef du Service de la Voie et des  
Bâtiments, de la Région du Nord,  
comme suite à sa lettre dl-70 du 20 février 1939.

9 mars 1939

Service Central des  
Installations fixes

1er Février 1939

COPIE

Calais-Fontinettes

Déplacements de lignes  
P.T.T. nécessités par la  
suppression des passages  
à niveau.

D.379/14

Monsieur le Ministre,

Par lettre D.91 320/10 du 11 janvier 1939, je vous ai exposé certains cas dans lesquels nous nous trouvons en désaccord avec l'Administration des P.T.T. au sujet de l'application de l'article 28 (7° alinéa) de notre Cahier des Charges.

Une nouvelle divergence de vues vient d'apparaître à propos des déplacements de lignes téléphoniques qui doivent être effectués pour permettre la construction des ouvrages destinés à remplacer les passages à niveau situés à proximité de la gare de Calais-les-Fontinettes.

M.le Ministre des P.T.T. fait connaître, en effet, par dépêche du 12 janvier 1939, que son Administration n'accepte pas de supporter les frais de ces déplacements de lignes. A son avis, l'article 28 ne viserait que les travaux exécutés pour les besoins du chemin de fer et ne saurait s'appliquer aux ouvrages entrepris pour le compte de tiers, ce qui serait le cas pour ceux de Calais-les-Fontinettes.

D'une part, nous ne pouvons nous rallier à une interprétation aussi restrictive de l'article 28, dont les dispositions sont, à notre avis, incontestablement applicables quand il s'agit de travaux présentant un intérêt direct ou indirect pour le chemin de fer, même s'ils sont exécutés au compte d'un tiers.

Or, dans le cas particulier en question, nous avons un intérêt direct à la réalisation des travaux, puisqu'elle doit entraîner la suppression de 5 passages à niveau et, par conséquent, de notables économies de gardiennage.

D'autre part, il convient de remarquer que la majeure partie des dépenses, soit 15.620.000 fr sur un total de 24.100.000 fr, doit être couverte par le produit de surtaxes

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

.....



locales temporaires, dont la perception ne peut être autorisée que pour des travaux intéressant le chemin de fer. En dehors d'une subvention de 5.860.000 fr à prélever sur le budget communal, la Ville de Calais n'intervient que pour garantir l'emprunt gagé par ces surtaxes sur les usagers. De son côté la S.N.C.F. doit participer aux dépenses pour une somme de 2.320.000 fr. Il est donc inexact de dire que les travaux sont exécutés au compte de la Municipalité, comme le soutient l'Administration des P.T.T.

Dans ces conditions, j'estime qu'il appartient à cette Administration d'effectuer à ses frais les déplacements de lignes téléphoniques nécessaires pour la suppression des passages à niveau de Calais-les-Fontinettes.

Comme je l'ai fait pour les autres cas de désaccord, je vous prie de bien vouloir me faire connaître votre décision.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président  
du Conseil d'Administration

Signé: GUINAND

Service Central  
des  
Installations fixes.-----

Copie à Monsieur le Directeur de l'Exploitation de la  
Région du Nord.

2 février 1939

## SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

=====

COPIE

Service Central  
des  
Installations Fixes  
-----  
Tours à Bordeaux  
-----  
Déplacement de lignes  
P.T.T. nécessités par  
l'électrification  
-----  
D 913/20 3

23 janvier 1939

Monsieur le Ministre,

Par dépêche Elec 90 138 du 20 décembre 1938, vous m'avez transmis copie d'une lettre de M. le Ministre des P.T.T. appelant votre attention sur les modalités d'application du contrat passé le 4 février 1937 entre l'ancien Réseau P.O. Midi et l'Administration des P.T.T. pour le règlement des dépenses de déplacement des lignes téléphoniques longeant la voie ferrée de Tours à Bordeaux. Vous me demandez de prendre, si rien ne s'y oppose, toutes mesures utiles pour que les versements prévus à la dite convention soient effectués en temps voulu.

Il est stipulé en effet, dans ce contrat que tous les frais de déplacement des artères téléphoniques seront à la charge du Réseau. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, le Réseau étant tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 58 de son Cahier des Charges, qui mettait obligatoirement de telles dépenses à la charge du Chemin de fer.

Mais, depuis que le Cahier des Charges de la S.N.C.F. en date du 31 décembre 1937, s'est substitué à ceux des anciens Réseaux, les clauses du contrat avec les P.T.T. relatives au règlement des frais sont devenues caduques, du fait que les dispositions de l'article 28 du nouveau Cahier des Charges se sont substituées à celles de l'ancien article 58 et doivent être remplacées d'office par des clauses conformes au nouveau Cahier des Charges.

Une telle substitution d'office, dans les conventions passées par le concessionnaire d'un service public avec un tiers, d'une clause imposée par le Cahier des Charges a été reconnue par la Cour de Cassation.

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics  
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports  
5ème Bureau



Nous estimons donc que les clauses du contrat passé avec les P.T.T. visant à la prise en charge des dépenses par l'ancien Réseau P.O. ne peuvent être appliquées que pour les travaux exécutés antérieurement au 1er janvier 1938.

de  
En ce qui concerne les déplacements/lignes effectués depuis cette date, les dépenses doivent être partagées entre la S.N.C.F. et l'Administration des P.T.T. proportionnellement au nombre de fils leur appartenant respectivement, s'il s'agit de nappes mixtes, et supportées entièrement par les P.T.T. dans le cas de lignes ne comprenant que des fils de l'Etat.

Dans ces conditions, nous considérons qu'il ne nous est pas possible de procéder au versement de la provision de 8.000.000 fr demandée par l'Administration des P.T.T. et nous vous demandons, si vous partagez cette manière de voir, de bien vouloir l'en aviser.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président  
du Conseil d'Administration,  
Signé : GUINAND

Cf lettre du 10 mai 1939

Service Central  
des  
Installations fixes

COPIE

Déplacements de lignes P.T.T.

11 janvier 1939

Application de l'article 28  
du Cahier des Charges de la  
S.N.C.F.

D. 91.320/10

Monsieur le Ministre,

L'article 28 du Cahier des Charges de la S.N.C.F. stipule que l'Administration des P.T.T. doit effectuer à ses frais, sur la demande de la S.N.C.F., le déplacement des fils, appareils ou poteaux dont la présence s'oppose à l'exécution de travaux sur le Chemin de fer.

Or, dans plusieurs cas, nous nous trouvons en désaccord avec cette Administration au sujet de l'application de ces dispositions.

Il en est ainsi notamment pour le déplacement de lignes télégraphiques nécessité par les travaux de suppression du passage à niveau n° 142, à Ronchin. M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, qui avait été saisi de l'affaire, a fait connaître par dépêche du 7 décembre qu'il donnait l'ordre d'exécuter les travaux, mais faisait toutes réserves quant à la prise en charge de la dépense.

Cependant les dispositions de l'article 28 paraissent bien applicables en pareil cas, et cela d'autant plus que les suppressions de passages à niveau présentent toujours un intérêt direct pour le Chemin de fer. Je me permets d'ailleurs de vous rappeler que vous avez interprété dans ce sens les termes du dit article dans une décision du 10 juin 1938, relative à la suppression du passage à niveau de Jonchery, qui cependant doit être réalisée sans participation financière de la S.N.C.F. ; vous avez spécifié, en effet, que l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones, aurait à supporter les frais de déplacement des lignes télégraphiques.

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics  
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports  
- 5ème Bureau -



Des réserves ont été faites également par M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, dans une dépêche du 25 novembre, au sujet de la prise en charge des dépenses de déplacement d'une nappe téléphonique, dont la présence s'opposait au remplacement par un ouvrage en béton armé d'une passerelle en bois située au Km. 19,556 de la ligne de Serquigny à Rouen.

La nappe dont il s'agit comprenant 80 fils, dont 59 appartiennent à l'Etat et 21 à la S.N.C.F. ; nous estimons que les frais doivent être partagés entre l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones et la Société Nationale au prorata du nombre de fils appartenant à chacune d'elles.

Une autre discussion s'est engagée à l'occasion du déplacement d'un appui télégraphique triple, qui faisait obstacle à la construction du passage souterrain de Montigny-Beauchamp. L'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones a émis l'avis qu'elle ne pouvait être tenue de supporter intégralement les frais et que ceux-ci devaient lui être remboursés proportionnellement à la participation de la Commune de Beauchamp aux dépenses de construction du passage souterrain.

Ainsi qu'il a été indiqué à M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, dans une lettre en date du 22 juin 1936, l'ouvrage en question est construit à l'aide de surtaxes locales temporaires et la Commune n'intervient que pour garantir l'emprunt gagé par ces surtaxes. Là encore les dispositions de l'article 28 de notre Cahier des Charges paraissent donc entièrement applicables.

D'autre part, l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones, ayant eu à déplacer une ligne télégraphique qui gênait la pose d'un signal sur la ligne de Tergnier à Laon, soutient que les frais de cette opération doivent lui être remboursés par la S.N.C.F., parce que le signal en question a été installé pour les besoins militaires. Il nous semble, au contraire, que l'intérêt militaire des travaux exécutés sur le Chemin de fer n'exclut pas l'application de l'article 28.

En définitive, nous estimons être fondés à maintenir notre point de vue dans tous les cas susvisés. Quoi qu'il en soit, le dit article 28 prévoyant qu'en cas de désaccord entre l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones et la Société Nationale, il sera statué par le Ministre des Travaux Publics, je crois devoir soumettre ces différends à votre appréciation, en vous priant de bien vouloir me faire connaître votre décision.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Signé : GUINAND.